

Arévalo contre la corruption politique et judiciaire

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Le président élu du Guatemala, Bernardo Arévalo, se bat sur deux fronts, l'un pour atténuer les attaques du ministère public contre lui et son parti, le Movimiento Semilla, et l'autre pour assurer son investiture le 14 janvier.

Depuis sa campagne électorale jusqu'à aujourd'hui, l'homme politique a insisté sur le fait que le Guatemala était gouverné par ce qu'il a appelé un "pacte de corruption".

Arévalo et ses partisans ne sont pas les seuls à avoir dénoncé cette alliance entre politiciens, congressistes et hommes d'affaires accusés de favoriser l'impunité.

Des secteurs sociaux et des personnalités s'accordent à dire que la tête de ce pacte malhonnête est la procureure générale Consuelo Porras.

Cette dernière et deux juges ont organisé une croisade contre les vainqueurs des élections de cette année au Guatemala, où l'on ne s'attendait pas au triomphe d'un candidat comme Arévalo, qui n'était pas issu de la droite rance généralisée.

Arévalo affirme que son pays est gouverné par des narco-maires et des narco-députés, preuve de la pénétration du trafic de drogue à différents niveaux du gouvernement.

Dans son argumentation, le président élu, qui a battu un candidat de droite au second tour, souligne que le système politique est organisé pour piller l'État.

Les positions de ce sociologue et ancien diplomate de 65 ans ont ébranlé les élites, irritées par les manifestations publiques et les barrages routiers réclamant le respect de la démocratie, les résultats des élections et la démission du procureur général Porras.

Le président élu attend justement que le magistrat démissionne, faute de quoi l'acharnement judiciaire contre les fonctionnaires pourrait se poursuivre.

Cependant, malgré la profondeur de la crise politique, M. Arévalo estime que son investiture en janvier est inévitable, d'autant plus que la Cour constitutionnelle a ordonné au Congrès d'élire les juges qui

avaient prolongé leur mandat.

Ces juges devraient rester en fonction jusqu'à la fin de l'année 2024, date à laquelle leurs remplaçants, qui pourraient être plus raisonnables, devraient être élus.

Au milieu de ces bouleversements, Arévalo promet de former une équipe ministérielle avec des personnes qualifiées par leur capacité, leur expérience et leur honnêteté et non par leur appartenance à un parti.

Il est convaincu que les peuples indigènes du Guatemala deviendront un acteur essentiel pour veiller sur un système démocratique menacé par le pacte de corruption.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/339160-arevalo-contre-la-corruption-politique-et-judiciaire>



Radio Habana Cuba